

alternatives

LE JOURNAL

VOL.12 • NO.8 / MAI 2006

UN JOURNAL POUR UN MONDE DIFFÉRENT

WWW.ALTERNATIVES.CA

Turquie

Grandes manœuvres sur fond de crise

L'étau se resserre autour du gouvernement turc. Ébranlée par les émeutes sanglantes entre manifestants Kurdes et forces de l'ordre qui ont paralysé la ville de Diyarbakir à la mi-mars, l'administration du premier ministre, M. Recep Tayyip Erdogan, fait désormais face à une fronde sourde qui pourrait entraîner son renversement.

ISTANBUL — Selon des sources bien informées, le gouvernement de M. Erdogan, qui a toujours la cote auprès de la population, serait plus que jamais dans la mire de l'«État profond», cette coalition occulte que composent d'importants officiers des forces armées, les riches familles, les grands médias, l'appareil de l'éducation supérieure, le pouvoir judiciaire et certains syndicats ouvriers inféodés au pouvoir.

L'opposition à laquelle il fait face s'articule actuellement sur quatre questions : l'accession du pays à l'Union Européenne, déjà en panne; l'alliance avec les États-Unis, mise à rude épreuve par une vague de fond d'antiaméricanisme; l'éventuelle arrivée de M. Erdogan à la présidence, et la question kurde, qui resurgit pour occuper l'avant-scène politique.

En Turquie, il y aurait deux «intouchables» : le principe de la laïcité instaurée avec la création de la République en 1922, et la sauvegarde des privilèges des grandes familles qui contrôlent la vie économique. L'accession de la Turquie à l'Union européenne mettrait en danger certains de leurs acquis, et réduirait sensiblement l'influence de l'armée, qui les protège. Cette dernière se considère l'unique dépositaire de l'héritage idéologique de M. Kemal Atatürk, père fondateur de la République.

Lèse-majesté

Cet État profond entretient des liens puissants et durables avec les États-Unis en tant que puissance tutélaire. Pour cette raison, le refus du parlement turc, en mars 2003, de permettre aux Américains d'attaquer l'Irak à partir de la Turquie fut ressenti comme un crime de lèse-majesté par Washington. Ce que le secrétaire d'État américain, Condoleezza Rice, viendra à Ankara redresser.

L'appareil de l'ombre oppose une résistance sourde à la candidature probable de M. Erdogan à la présidence de la République à la fin de l'année. Le président, élu par le parlement, dispose d'une large gamme de pouvoirs, dont ceux de nommer les juges de la Cour constitutionnelle et autres hauts fonctionnaires. Si Erdogan, un islamiste modéré, arrivait à la présidence, il pourrait ensuite désigner des gens qui pensent



PHOTO : AP / BURHAN OZBILIC

comme lui, chuchote-t-on dans les coulisses du pouvoir.

La question kurde

Et si cela ne suffisait pas, l'agitation meurtrière qui a éclaté peu après la fête de Nevrouz (la fête du nouvel an solaire) vient de remettre, violemment, la question kurde à l'ordre du jour à Ankara.

Apparaissant comme l'éclatement d'une colère qui couve depuis très longtemps, les heurts survenus à Diyarbakir, et ailleurs dans le Sud-Est, feraient plutôt partie d'une tentative d'instrumentaliser les revendications kurdes par l'allié-américain et ses amis au sein de l'appareil militaire.

Certes les revendications kurdes, qui remontent à la révolte de Cheikh Saïd contre Atatürk en 1924, ont été niées et bafouées par le régime républicain. Assimilés à des «Turcs de montagne», les Kurdes se sont vu interdire de parler leur langue et d'affirmer leur identité.

Le PKK (Parti des travailleurs kurdes, néo-marxiste) a pris les armes dans les années 1980 et 1990. Le bilan est désastreux. Les organismes de droits humains ont dénoncé les exactions de l'armée turque, mais aussi les attaques du PKK contre des civils. Depuis 1999, après l'arrestation du chef du PKK, Abdullah Öcalan, le conflit a connu une pause.

Ce n'est que timidement, sous le gouvernement Erdogan, que la langue kurde commence à avoir droit de cité, et que des émissions radio et télévision se font entendre à rai-

son de quelques heures par semaine. M. Erdogan a lui-même admis qu'il y a un «problème kurde». Du jamais entendu de la bouche d'un premier ministre turc.

Mais par un curieux retournement le PKK, considéré comme terroriste à Ankara, aurait aujourd'hui la faveur des stratèges de Washington et de Tel Aviv, toujours selon nos sources. Une bonne dose d'agitation «nationale» fragiliserait les tentatives du gouvernement de créer un espace de dialogue visant à résoudre la question politiquement.

La création d'un fort sentiment national kurde cadrerait fort bien avec l'impératif stratégique des États-Unis de maîtriser les champs de pétrole de la région.

À cet égard, certains analystes de la géopolitique régionale à Istanbul ont relevé le rôle joué par le Danemark dans les émeutes de Diyarbakir. C'est depuis Copenhague, en effet, que l'ordre du PKK aux commerçants de fermer boutique a été transmis sur les ondes de Roz TV, organe du Parti kurde. Ankara a demandé à maintes reprises aux autorités danoises de sévir, mais, comme dans le cas des caricatures du prophète Mohammed, celles-ci n'ont pas voulu, liberté d'expression oblige.

Complicités

Les émeutes de Diyarbakir n'étaient que l'expression la plus violente d'un malaise qui remonte au 9 novembre 2005. Ce jour-là, à Semdinli, une pauvre bourgade près de la frontière irakienne, une petite librairie militante kurde, possiblement affiliée au PKK, est détruite par une bombe. La déflagration a fait un mort et plusieurs blessés graves. La population descend aussitôt dans la rue.

Les auteurs de l'attentat sont rapidement repérés et passent aux aveux. Personne n'est vraiment surpris d'apprendre qu'il s'agit d'officiers de l'armée turque en civil. Qui plus est, l'un des présumés terroristes fait figure de protégé du général de l'armée de terre, Yasar Büyükanit, qui déclare peu après : «Je le connais, c'est un bon garçon!», lui conférant ainsi une quasi-immunité.

Ce même général Büyükanit, censé prendre les commandes des forces armées turques dès cet automne, est d'ailleurs bien connu comme le grand ami des Américains à l'état-major et pour son opposition au ralliement de la Turquie à l'Union européenne.

Quand le chef des services de renseignement de la police, résumant l'enquête menée par le gouvernement, déclare que «l'ennemi est entre les murs», on comprend que c'est du général dont il parle. Peu après, dans un communiqué virulent, les Forces armées répliquent : «Nous ne permettrons à qui que ce soit de

s'attaquer à l'intégrité de l'armée.» Le lendemain, le chef est limogé.

La crise au Moyen-Orient, provoquée par l'agression américaine contre l'Irak et l'attaque appréhendée contre l'Iran, en vient à détonner sur la Turquie. Washington semble peu disposé à accepter un autre refus de participation, de droit de passage ou de survol de la part du gouvernement turc. Les émeutes de la mi-mars — est-ce un hasard? — coïncident avec une série de visites de haut-gradés américains à leurs homologues turcs à Ankara, comme si le gouvernement en place n'existait pas.

Appuyer les nationalismes

À en croire certains à Istanbul, une Turquie en paix avec ses voisins, reconnaissant l'existence de minorités entre ses frontières et ouverte à l'Europe tout en affichant son identité islamique serait une entrave à la réalisation du projet américano-israélien de réaménagement du Moyen-Orient. Celui qui incarne cette vision, en l'occurrence le chef actuel du gouvernement, Recep Tayyip Erdogan, devrait donc partir. Et, avec lui, cet ambitieux projet qui vise à doter la Turquie d'un État moderne, tout en enterrant un modèle d'absolutisme qui a fait son temps.

On évoque alors la création d'un fort sentiment national kurde, non seulement en Turquie, mais en Irak (déjà un fait accompli), en Syrie et en Iran. Gonflé par des investissements importants, le Kurdistan irakien travaille à influencer la population kurde de la Turquie par le biais de bourses d'étude offertes à des étudiants du Sud-Est et la reconnaissance de ces citoyens comme «Kurdes».

Une telle stratégie a tout pour parachever le divorce psychologique entre Turcs et Kurdes et revigorer le nationalisme turc. C'est le message véhiculé par les grands médias qui font beaucoup de place à M. Mehmet Agar, chef du Parti de la Juste Voie, ancien sympathisant des «Loups gris» et aujourd'hui étoile montante de l'extrême droite patriotique.

Cette stratégie cadrerait fort bien aussi avec l'impératif stratégique des États-Unis de maîtriser les champs de pétrole de la région, et avec les visées d'Israël de parer à toute velléité d'unité chez les populations arabo-musulmanes avoisinantes.

L'engrenage infernal dans lequel la pulsion impérialiste américaine a plongé les pays du Moyen-Orient — eux-mêmes héritiers malheureux des accords Sykes-Picot et de la Déclaration Balfour — risque fort d'en broyer plus d'un au passage. Depuis Istanbul, on voit mal comment la Turquie pouvait y échapper.

FRÉD A. REED

L'auteur est récemment rentré d'un séjour en Turquie. Son dernier livre, *Shattered Images*, paraîtra sous peu en traduction arabe, turque et française.

Repères Turquie

1453 : Le sultan Mehmet II (Le Conquérant) s'empare de Constantinople qui devient, sous le nom d'Istanbul, capitale de l'Empire Ottoman.

1774 : Défaite militaire de l'Empire par la Russie qui devient la «puissance protectrice» des chrétiens dans les terres ottomanes.



1808 - 1839 : Le Sultan Mahmoud II lance le «Tanzimat», inaugurant le processus de réforme des institutions de l'Empire.

1876 : Le Sultan Abdulhamid II promulgue la première Constitution ottomane. Peu après, il la suspend.

1908 : Révolte des «Jeunes Turcs» et déclaration de la Constitution à Salonique.

1917 : La Déclaration Balfour entérine le principe de la création d'un foyer national juif en Palestine alors sous contrôle ottoman.

1918 : Défaite totale de l'Empire Ottoman; occupation de la Turquie par des forces européennes d'intervention : Grèce, France, Italie.

1920 : Publication des accords secrets Sykes-Picot, qui prévoyaient la partition des terres ottomanes entre les grande puissances qui avaient promis aux Arabes l'indépendance après la guerre.

1919 - 1921 : Guerre victorieuse de l'indépendance de la Turquie sous le leadership de Mustafa Kemal. Adoptant le nom

'Atatürk' — le père des Turcs — il impose un programme radical de laïcité et d'occidentalisation.

1924 : Dissolution par Atatürk du Califat, suprême autorité spirituelle du monde islamique.

1950 : Élections démocratiques sous pression américaine, guerre froide oblige. Le Parti démocrate, dirigé par Adnan Menderes, prend le pouvoir.

Mai 1960 : Coup d'État militaire contre M. Menderes, qui sera pendu en septembre 1981.

Septembre 1980 : Coup d'État militaire quelques jours avant l'invasion irakienne de l'Iran.

1990 - 2000 : Révolte kurde dans le sud-est de l'Anatolie, violemment réprimée par les forces armées.

Février 1997 : Coup d'État «postmoderne» contre le gouvernement de M. Necmettin Erbakan, chef du Parti du bien-être, islamiste.

2002 : Élection du AK Parti, de M. Recep Tayyip Erdogan, ancien maire d'Istanbul.

Quelle intégration économique pour Haïti ?

Les côtes haïtiennes ont longtemps servi de repère aux pirates et boucaniers des Antilles. L'île d'Hispaniola leur servait de lieu stratégique pour traquer les bateaux espagnols qui ramenaient vers l'Europe des cargaisons pleines d'or et autres richesses obtenues en Amérique latine. Les violents affrontements ont provoqué la perte de plusieurs navires, coulés au large d'Haïti. La valeur des artefacts qui jonchent le sous-sol marin des Caraïbes est estimé à plusieurs millions de dollars : or, poteries, canons et autres objets centenaires.

En janvier 2004, le gouvernement haïtien signait une entente commerciale avec Sub Sea Research, accordant à cette compagnie américaine d'exploration des sous-sols marins des droits d'exclusivité sur trois zones au large des côtes haïtiennes. John Blot, directeur du Bureau national d'ethnologie à Port-au-Prince, souligne que depuis 1994 l'archéologie sous-marine ne relève plus de l'organisation qu'il dirige mais d'une «institution fantôme», l'Office national d'archéologie marine (OFNAM). Il s'étonne de réaliser qu'en vertu du contrat signé avec Sub Sea Research, seulement 35 % des revenus du «sauvetage» des vaisseaux reviendront au gouvernement haïtien.

«On assiste à une véritable privatisation de notre patrimoine national», s'indignait l'économiste haïtien Camille Chalmers, lors d'une conférence prononcée à Montréal en septembre. «Déjà, des ventes aux enchères ont lieu sur Internet, sans que notre État ne puisse vérifier au préalable la valeur des biens repêchés.»

Des alternatives au néolibéralisme

L'ouverture des «marchés subaquatiques» n'est qu'un exemple des nombreux secteurs économiques convoités par les entreprises étrangères, dans un pays qui croule sous les conditions d'extrême pauvreté. Force est de reconnaître que les diverses négociations internationales de libre-échange n'ont pas épargné Haïti, malgré les troubles politiques que le pays connaît.

Afin de sensibiliser la société haïtienne aux différentes pressions néolibérales auxquelles le pays est confronté et la nécessité d'élaborer des alternatives de développement socioéconomique, la Plateforme haïtienne de plaidoyer pour un développement alternatif

(PAPDA, une coalition de groupes populaires et communautaires haïtiens) a inauguré en 2002 le Programme de plaidoyer pour une intégration économique alternative. Appuyée par le réseau international Oxfam et l'ONG montréalaise Alternatives, cette initiative vise à interpeller les institutions gouvernementales, le secteur privé et la société civile au sujet des revendications populaires en matière de développement. C'est notamment lors d'un colloque organisé dans le cadre de ce programme que fut débattu le processus de privatisation des sous-sols marins d'Haïti.

Le Programme a permis, jusqu'à maintenant, de former plus de 300 cadres haïtiens pour faire face à la complexité des accords commerciaux internationaux et aux différents enjeux qui y sont liés. Trois structures régionales d'éducation et de documentation ont été mises sur pied pour rejoindre les organisations populaires du secteur rural. Le Conseil national haïtien des acteurs non étatiques, qui regroupe dix-sept organisations de la société civile représentant 13 secteurs différents, a également été implanté afin de poursuivre le dialogue avec l'État haïtien sur les politiques publiques de développement.

Luttes populaires

«Ce programme nous a également permis d'appuyer de nombreuses luttes populaires extrêmement importantes, notamment dans les secteurs de l'éducation, de l'agriculture et du droit des travailleurs», affirme Camille Chalmers, coordonnateur de la PAPDA. «Les nombreux échanges que nous avons eus avec les organisations membres de l'Assemblée des peuples de la Caraïbe furent très bénéfiques. Nous avons pu partager nos analyses, comparer nos situations respectives et développer ensemble des alternatives concrètes aux politiques néolibérales trop souvent exécutées naïvement par nos dirigeants.»

Chalmers se rappelle du Forum national sur la ZLEA convoqué par la PAPDA en novembre 2003: «Tous les points de vue étaient représentés, jusqu'aux plus durs défenseurs de l'ouverture totale des marchés.» Plusieurs panélistes de la sous-région avaient été invités, dont Ygnacio Hernandez, secrétaire général de la Fédération dominicaine des travailleurs de zones franches. Nombreuses en République dominicaine, les zones franches se



PHOTO : NORMAND BLOUIN

Agriculture et libéralisation en Haïti

82 % : Taux de pauvreté (moins de deux dollars par jour) de la population rurale haïtienne.

3 % : Taux d'imposition actuel sur les importations de riz en Haïti. En 1995, ce taux était de 50 %.

2 200 % : Augmentation des importations de riz en Haïti, 1980 - 2004

De 25,34 à 3,55 millions de dollars : Diminution des exportations de café haïtien, entre 1995 et 2003.

60 % des poulets consommés en Haïti sont importés. En 1990, ce taux était de 15 %.

1,3 milliard de dollars : Total des subventions à la production du riz aux États-Unis - ce montant couvre 72 % des coûts de production.

multiplient de plus en plus en Haïti, notamment près de la frontière qui sépare les deux pays. Sous le prétexte alléchant de favoriser la création d'emplois, les États permettent aux entreprises étrangères qui s'y installent de ne pas souscrire aux règles fiscales et au code du travail en vigueur dans le reste du pays. Les travailleurs des zones franches dominicaines ne gagnent qu'un peu plus de la moitié du salaire minimum, avait indiqué M. Hernandez lors de ce forum.

«Ygnacio Hernandez avait lancé un vibrant appel à la solidarité entre travailleurs dominicains et haïtiens pour

la défense de nos droits», fait remarquer Chalmers. Un appel qui a été entendu par l'Intersyndicale Premier Mai - Batay Ouvryè. En 2004, celle-ci a appuyé la création d'un syndicat de travailleurs du textile de la zone franche de Ouanaminthe, au nord-est d'Haïti. Après huit mois de conflit de travail, celui-ci a fini par s'entendre sur un contrat de travail avec l'employeur, Grupo M, fournisseur des compagnies Lévi-Strauss et Gap.

Souveraineté agricole

Le programme de plaidoyer sur l'intégration économique de la PAPDA s'est également transformé en véritable

laboratoire d'alternatives à la mondialisation économique. Plusieurs projets prometteurs ont ainsi été développés lors de discussions avec les organisations paysannes du pays. «L'ouverture des marchés agricoles s'est avérée nettement désavantageuse pour la production paysanne du pays», souligne Frank St-Jean, agronome de la PAPDA, qui ajoute que 58 % de la consommation alimentaire d'Haïti dépend des importations, alors que les paysans peinent à écouler leurs stocks.

Pour favoriser la consommation alimentaire locale, la PAPDA a entrepris de sensibiliser les cantines scolaires, grandes consommatrices de farine de blé importée des États-Unis. «Il est si simple de mélanger la farine de blé avec une farine de manioc locale», explique M. St-Jean. Et les gâteaux gouttent aussi bon! Si l'ensemble des cantines scolaires du pays reconnaissent le rôle important qu'elles peuvent jouer en consommant des produits locaux, notre paysannerie pourrait s'engager dans la voie d'un réel développement socio-économique, fait-il remarquer.

FRANÇOIS L'ÉCUEUR

Reportage réalisé grâce à l'appui financier du gouvernement canadien, par l'entremise de l'Agence canadienne de développement international.

À la défense de l'école publique nigérienne

Depuis bientôt deux mois, la société civile nigérienne s'est rassemblée autour d'un objectif : sauver son système scolaire. Une première marche, le 15 mars dernier, a réuni près de 30 000 personnes à Niamey, la capitale. Trois semaines plus tard, des manifestants de cinq régions du pays ont pris la rue pour revendiquer la gratuité scolaire.

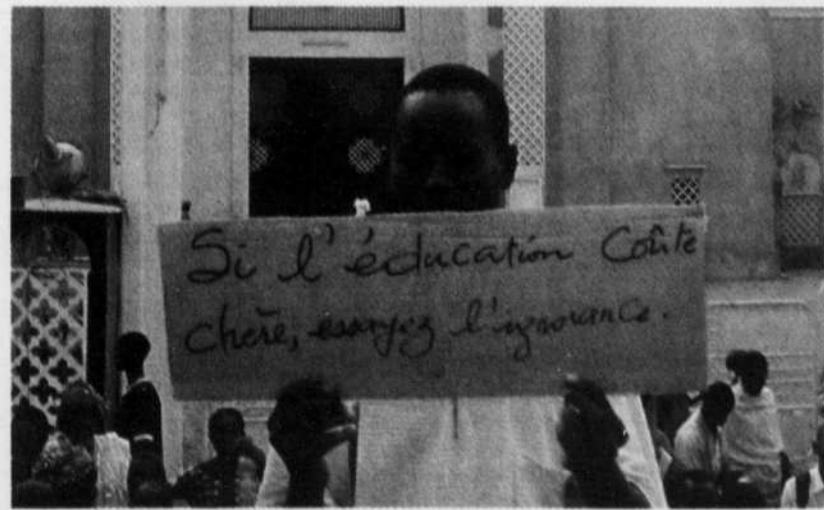


PHOTO : MIRIAM FAHMY

NIAMEY - Regroupés sous l'égide du Collectif pour la défense de l'école, les syndicats d'élèves, d'étudiants et d'enseignants se sont ralliés à plusieurs ONG de la société civile pour exprimer leur ras-le-bol face à ce qu'ils ont nommé «la liquidation programmée de l'école nigérienne».

«Depuis une décennie l'État du Niger s'est totalement désengagé des secteurs sociaux, surtout de l'éducation», explique Issa Kassoum, secrétaire général du Syndicat national des enseignants du Niger (SNEN). «Face au désengagement de l'État et au délabrement de l'Université de Niamey, nous voulons ramener le débat autour de la défense de l'école publique.»

Depuis 1998, la Loi sur l'orientation du système d'éducation au Niger pose le principe du partage des coûts entre les parents d'élèves et l'État. Inspirée par les politiques de réduction des dépenses budgétaires du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale, cette législation soumet l'éducation - primaire, secondaire et supérieure - aux mêmes critères de rentabilité que le secteur privé.

Le rétrécissement des contributions de l'État et le système «utilisateur-payeur» sont les principaux mécanismes d'un secteur qui doit désormais s'autofinancer. «Le gouvernement qui est arrivé en 2000 a promis une réforme pour remédier aux problèmes du système. Six ans plus tard, les Nigériens se retrou-

vent devant un véritable cauchemar, déplore Issa Kassoum. Nous n'avons plus notre ancien système qui est aujourd'hui totalement déliquescents mais, en plus, les plus pauvres ne peuvent plus accéder à l'éducation primaire.»

Avec plus de 70 % de la population vivant dans des conditions d'extrême pauvreté - moins d'un dollar par jour - il est impossible pour les parents de financer eux-mêmes les études de leurs enfants. Ainsi, seulement deux enfants sur cinq vont à l'école au Niger. Les régions rurales, où les écoles sont parfois carrément inexistantes, sont les plus défavorisées.

Enseignement à vau-l'eau

La réforme de la fonction d'enseignant a vu la qualité de l'enseignement dégringoler depuis dix ans. Le cycle de formation des écoles normales (écoles de formation d'instituteurs) a été coupé de moitié. Les «volontaires de l'éducation», des contractuels sous-payés, sont venus remplacer les professeurs. «Près de 60 % des enseignants n'ont pas reçu de formation adéquate. Ce sont des jeunes au chômage qui se tournent vers l'enseignement. Ils ne le font pas par vocation mais par nécessité, regrette M.

Kassoum. Avec de tels professeurs, les enfants se retrouvent incapables d'écrire leur propre nom après six ans d'école.»

Mal formés, mal payés, abandonnés à eux-mêmes, les enseignants sont exposés à toutes sortes de pressions. La fraude aux examens prend de plus en plus d'ampleur. Tout cela a pour conséquence de dévaloriser le diplôme, que les plus riches peuvent désormais «acheter».

«La nouvelle politique de passage automatique au secondaire est une manœuvre du gouvernement pour cacher la triste réalité de l'état du système. Il fait faire passer tous les élèves, y compris ceux qui ne savent même pas lire leur nom. Arrivés au secondaire, tous sont condamnés à échouer», dénonce le militant.

L'université en faillite

Les mesures d'austérité du gouvernement ont aussi eu leur effet sur les cycles universitaires. L'enveloppe budgétaire de l'État ne suffit pas à faire fonctionner l'Université de Niamey, la seule du pays. Les bourses d'études, réduites à 50 dollars par mois et payées de façon irrégulière, n'augmentent pas avec le nombre d'étudiants. Les frais d'inscription ont doublé et aucune bourse ou subvention de recherche n'est octroyée. «L'université est devenue un milieu carcéral. Vous avez 20 étudiants par chambre, 1 000 couverts pour nourrir 3 000 élèves, trois autobus pour l'ensemble de la population étudiante», précise M. Kassoum.

Dans les années 1990, les étudiants étaient à l'avant-garde des luttes sociales et des revendications démocratiques. Ces luttes ont porté fruit et le Niger est passé d'un régime militaire à une période de décrispation qui a ouvert la voie à la Conférence nationale souveraine de 1991, amorçant la démocratisation du pays.

Aujourd'hui, l'appauvrissement du système d'éducation a pour corollaire l'affaiblissement du mouvement étudiant, pierre de touche de toutes les luttes sociales au pays. «C'est mortel pour la jeunesse. Mortel pour le Niger», juge M. Kassoum.

«En réalité, il n'y a pas d'école au Niger. Voilà pourquoi le Collectif a engagé un vaste mouvement national pour défendre notre école. On ne peut pas diriger le pays sur un tissu de mensonges. La pauvreté et la précarité de la vie au Niger sont telles que les populations vont lentement mais sûrement se soulever», conclut-il.

MIRIAM FAHMY

L'auteure est stagiaire d'Alternatives au Niger.

Regards sur l'Amérique latine

Inquiétudes à Washington

Depuis déjà quelques années, l'Amérique latine vire à gauche. Cela a commencé en Argentine lorsque les gens se sont soulevés contre les terribles politiques néolibérales qui dévastaient leur pays. Cela a continué au Venezuela, au Brésil, en Uruguay et plus récemment au Chili et en Bolivie. Les peuples exercent leurs droits démocratiques et élisent des gouvernements populaires. Le Pérou et le Mexique pourraient très prochainement les imiter.

Ce mouvement n'est certes pas en mesure de fournir toutes les solutions aux problèmes occasionnés par les années de misère qu'a endurées l'Amérique latine. Il demeure néanmoins un phare et ses réalisations constituent sans doute une leçon pour la construction de la démocratie à travers le monde. Car ce qui se passe en Amérique latine constitue bel et bien une lutte portant sur la définition et la pratique de la démocratie.

Depuis l'arrivée au pouvoir de George W. Bush et le lancement de sa cabale néo-conservatrice, le discours de Washington tente de se relégitimer. La «croisade» de Bush prétend vouloir rétablir ce qu'il appelle la «démocratie» dans le monde. Une démocratie où le libre-marché est le seul terrain fertile pour son épanouissement. Il s'agit en fait de la «démocratie du marché», thème central du dernier livre de Nathan Shiransky, *Democracy Matters*. L'économie de marché et l'entreprise privée y apparaissent comme les seuls critères pour définir cette démocratie fonctionnelle et prospère. Finie l'intervention de l'État, le marché est le modèle absolu!

Or, en Amérique latine, les forces progressistes et les gouvernements de centre-gauche ont une autre vision de la démocratie. Celle-ci implique la nationalisation des ressources naturelles et la relance de l'économie par le biais des interventions de l'État. C'est une démocratie qui met l'insistance sur le respect des droits de la personne, de l'égalité des chances, de la mobilité sociale, de l'éducation et de la lutte contre la pauvreté. C'est une démocratie qui n'exclut certes pas l'entreprise privée, mais qui fait en sorte que le pouvoir politique, imputable devant les citoyens, soit celui qui établit les règles du jeu. Bref, une démocratie d'ouverture pour les peuples, plutôt qu'une démocratie étroite et étouffante.

Devant tout cela, on sent un certain malaise aux États-Unis. «Is Washington losing Latin America?», se demandait le journaliste Peter Kahin, dans le *New York Times* du 2 février dernier. Comme si l'Amérique latine leur appartenait...

Dans les cercles du pouvoir à Washington, ça remue. Les ténors de l'administration Bush ont déjà catalogué le Venezuela de Chávez de pays ayant abandonné la démocratie. On peut s'attendre au même verdict pour la Bolivie d'Evo Morales. Chávez et Morales sont tous deux accusés de complicité avec Fidel Castro et d'avoir bifurqué vers un populisme manisant et nationaliste. Déjà indisposé à l'égard de Lula et Kirchner, qui sont d'accord avec Chávez pour établir un grand marché latino-américain intégré, Bush prévoit couper les crédits destinés à l'Amérique latine dans son prochain budget. La droite européenne tient également le même discours. L'ancien premier ministre conservateur espagnol, José María Aznar (un de rares leaders européens à avoir appuyé la guerre contre l'Irak), accusait récemment «l'Amérique latine de s'engager dans une aventure dangereuse, basée sur le marxisme, la révolution et l'ethnicité. Avec les gouvernements de gauche, l'Amérique latine va délaissier la prospérité du marché et sombrer dans le chaos» (propos tirés d'une entrevue parue dans le quotidien chilien *El Mercurio*, 15 février 2006). Quelque temps avant l'élection qui a porté au pouvoir la socialiste Michelle Bachelet, Aznar lançait en fait un véritable appel aux forces conservatrices afin de s'organiser. Cela nous rappelle les échos de ceux qui préparaient le renversement du gouvernement de Salvador Allende dans les années 1970.

Même si les tentions entre l'Amérique latine et Washington sont encore relativement modérées, on sent le ton monter. Pour le moment, l'administration Bush est coincée en Irak. Mais on ne se cache plus à la Maison-Blanche pour espérer la défaite de Lula et de Kirchner. On voudrait que la droite mexicaine l'emporte contre le centre-gauche dans les élections qui s'en viennent en juillet. Et, bien sûr, on espère qu'Hugo Chávez sera renversé comme cela a été tenté, sans succès, en 2002, par un coup d'État que Washington avait explicitement appuyé à l'époque.

DONALD CUCCOLETTA

L'auteur est membre de l'Observatoire sur les États-Unis de la Chaire Rouji-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques (UQAM).

Les Philippines à l'ombre des militaires

Pas de retour à la normale aux Philippines depuis la levée de l'état d'urgence au début de mars. La crise politique est loin d'être résolue. La répression se poursuit et les droits démocratiques, conquis après la chute de la dictature en 1986, sont toujours plus menacés.

Le journaliste Amado Doronila, fort respecté, ne mâche pas ses mots. La République des Philippines, a-t-il écrit dans le *Daily Inquirer* du 20 mars dernier, est « la démocratie la plus en danger parmi les pays émergents d'Asie (...) Le rôle croissant des militaires dans la mise en œuvre des mesures de sécurité visant à renforcer l'autorité de l'État et à soutenir une administration assaillie a soulevé le spectre d'une crypto-dictature militaire ». On perçoit dans ces propos l'importance des enjeux, alors que les Philippines traver-

sent depuis deux mois une nouvelle crise politique et institutionnelle.

La présidente, Gloria Macapagal Arroyo, est aux yeux de la population coupable de fraude électorale; elle a perdu toute légitimité. En proclamant l'état d'urgence nationale, le 24 février 2006, alors que des manifestations célébraient le vingtième anniversaire de la chute de la dictature Marcos, elle cherchait avant tout à défendre sa position personnelle. Par faiblesse, elle a eu recours à une mesure d'exception. Une semaine plus tard, le 3 mars, elle a dû, par faiblesse, revenir sur sa décision et lever la mesure d'exception. Ce faisant, elle a ouvert une véritable boîte de pandore.

L'état d'urgence donnait à l'armée des pouvoirs discrétionnaires. En fait, comme l'a relevé le professeur de droit Florin T. Hilbay, le décret reprenait à peu de chose près les termes de la proclamation, par Ferdinand Marcos, de la loi martiale en 1972. L'état-major en a profité pour occuper le devant de la scène au nom de

la lutte contre la subversion « de droite et de gauche ». Depuis, les officiers en tenue de combat n'ont pas quitté les plateaux de télévisions. Des courants militaires minoritaires veulent chasser Arroyo. Mais le courant, aujourd'hui majoritaire dans l'armée, se satisfait de la situation : elle lui permet de consolider son pouvoir politique.

Répression

Dans le cadre d'une crise institutionnelle aiguë chacun joue sa partition. Randy David, de la coalition Laban ng Masa (« Combat des masses »), note dans le *Daily Inquirer* combien Arroyo courtise « les soutiens résiduels dont elle bénéficie encore dans les médias, les milieux d'affaires et les autorités religieuses ». Les grandes familles provinciales, dont le rôle politique est considérable aux Philippines, profitent de l'affaiblissement du pouvoir présidentiel pour agir à leur guise. Mais, aujourd'hui, ce sont les militaires qui sont les mieux placés pour tirer les marrons du feu.

L'heure est en effet à la répression. Pour justifier son action liberticide, Gloria Arroyo a invoqué l'imminence d'un coup d'État impliquant des fractions minoritaires de l'armée et le Parti communiste des Philippines (PCP, clandestin). Des officiers rebelles ont été arrêtés, ainsi que des militants légaux jugés proches du PCP par les autorités. Crispin Beltran, dirigeant syndical et député d'Anakpawis, a été incarcéré dès le 25 février. Satur Ocampo et d'autres membres du Congrès de Bayan Muna ou

Gabriela restent aussi dans la ligne de mire des dirigeants. Les mesures d'intimidation se multiplient contre l'ensemble des forces de gauche, comme en témoigne l'intervention policière contre les manifestations de femmes le 8 mars, et l'arrestation rocambolesque de Risa Hontiveros, députée d'Akbayan.

Une nouvelle loi antiterroriste, présentée début avril à la Chambre des représentants, donne du « terrorisme » une définition tellement extensive qu'elle permettrait de criminaliser le mouvement social dans son ensemble. L'administration tente aussi d'imposer subrepticement une réforme constitutionnelle qui permettrait à la présidence de contrôler plus étroitement la situation.

Remède militaire ?

Le PCP ne vigoureusement l'existence de tout accord avec des officiers dissidents, et le complot invoqué par Arroyo apparaît bien évanescant. Mais les forces progressistes sont placées, de façon récurrente, devant un dilemme. Elles ont été suffisamment fortes pour contribuer au renversement de présidences impopulaires. Cependant, elles n'ont jamais pu empêcher l'élite d'imposer sa propre solution à la crise de régime. Est-il alors possible d'envisager une alliance tactique avec des fractions populistes de l'armée? À cette question, Walden Bello répondait clairement par la négative dans un article publié par le *Business World* : « Se débarrasser d'Arroyo est une tâche urgente, mais la façon dont les citoyens le font est aussi importante que notre objectif. Demander aux militaires d'intervenir en tant qu'institution pour renverser ce pouvoir illégitime est un remède qui s'avèrerait ultimement pire que le mal ».

Depuis la fin février, la situation aux Philippines est devenue très incertaine. Les négociations de paix sont

au point mort. C'est vrai dans le cas du PCP. Ce l'est aussi pour le Parti révolutionnaire des travailleurs de Mindanao (RPM-M) qui a décidé de suspendre les pourparlers engagés avec le gouvernement. Une situation incertaine donc et très inquiétante. Un espace démocratique s'était ouvert aux Philippines avec la chute, en 1986, de la dictature Marcos. Depuis, la tendance s'est progressivement inversée. L'érosion des libertés civiles est continue. La volonté – y compris de la part de Washington – de recréer un État fort et militarisé est évidente.

Dans ce contexte, les violations des droits humains se multiplient. Les assassinats politiques font à nouveau partie du paysage quotidien. Concurrents électoraux des grandes familles, journalistes d'investigation, syndicalistes et cadres paysans en sont victimes. En 2005, 67 membres de Bayan Muna et des partis qui lui sont proches – des organisations légales ayant des élus au Congrès – ont ainsi trouvé la mort. Dans certaines régions, les rapports sociaux sont d'une violence extrême, créant un véritable climat de terreur. L'impunité des escadrons de la mort, paramilitaires, ou des gangs d'homme de main est devenue la règle.

Dans l'immédiat, il importe d'obtenir l'arrêt des poursuites engagées à l'occasion de l'état d'urgence et la libération des prisonniers politiques, dont Crispin Beltran. Plus profondément, un terme doit être mis au cours répressif, à la remilitarisation du pays et à son intégration à la politique « antiterroriste » de Washington. Ce qui exige à nouveau une solidarité internationale capable d'agir dans la durée.

PIERRE ROUSSET

L'auteur, membre de l'association Europe solidaire sans frontières, est engagé depuis 40 ans dans des activités de solidarité avec l'Asie.



AP PHOTO / BULLIT MARQUEZ

Des manifestants dénonçaient, le 17 mars dernier à Manille, l'état d'urgence décrété par la présidente des Philippines, Gloria Macapagal Arroyo.

Le Venezuela de Chávez

Malgré le portrait autoritaire qu'en font les médias du Nord, un récent sondage de la North American Opinion Research donne actuellement à Hugo Chávez 66 % des intentions de vote en vue des élections présidentielles qui auront lieu en décembre prochain au Venezuela. Les nombreux programmes sociaux mis en place par le chef d'État vénézuélien ne semblent pas étrangers à cette grande popularité. Visite des quartiers défavorisés de Caracas.

CARACAS – Marica Mujica coordonne les travaux du comité de santé de son secteur, en périphérie de Caracas. Son implication dans un programme local de développement a suscité chez elle un vif intérêt pour les prochaines élections : « Avant, rien ne me préoccupait, j'arrivais à la maison et je me couchais. Maintenant, non! Quand arrivent les élections, il faut travailler pour défendre les votes de cette révolution ». Le comité de santé auquel elle prend part s'inscrit dans le cadre du programme *Barrio Adentro* (« dans le quartier »), qui établit des cliniques médicales un peu partout au Venezuela, particulièrement là où l'accès aux soins de santé a été négligé par le passé.

Engagement communautaire

Ce sont des médecins cubains qui pratiquent dans ces cliniques, toutes semblables : de petits édifices de briques rouges, à base hexagonale. Les médecins viennent en appui au programme de santé, tel qu'entendu entre Caracas et la Havane. En échange, le gouvernement vénézuélien offre, à prix préférentiel, du pétrole à Cuba.

L'organisation de chacune des cliniques appartient néanmoins aux communautés bénéficiaires, responsables de former des comités. Après avoir fait la demande d'une clinique, ces comités s'assurent de certaines tâches, dont l'entretien et l'organisation d'ateliers de santé publique pour favoriser la prévention.

Le défi de Marica est que les services se rendent à la communauté, explique-t-elle. « Le système devenait privé. Ceux qui avaient une assurance privée y avaient accès. Ceux qui n'en avaient pas devaient se rendre jusqu'à l'hôpital Teresa Careño », situé beaucoup plus loin.

Professeure à l'école de sociologie de l'Université centrale du Venezuela, Gloria Marrero souligne toutefois que l'implantation du programme a connu certaines difficultés. Dans les régions à plus forte densité autochtone, l'adaptation de la formule de la clinique à la culture indigène ne se fit pas sans embûches. Quelques cas de corruption auraient également entaché la réputation de cette initiative gouvernementale, affirme un député vénézuélien, qui préfère garder l'anonymat.

Éducation aux adultes

La *Misión Robinson*, programme d'alphabétisation des adultes, est sans doute la plus connue du secteur de l'éducation. En fonction depuis juin 2003, l'initiative est parvenue à alphabétiser près d'un million et demi de personnes, selon les chiffres du gouvernement vénézuélien. Les écoles sont maintenant occupées à pleine capacité, accueillant les élèves réguliers le jour, les adultes les soirs et fins de semaines. L'efficacité de ce programme lui a valu les félicitations de Koichiro Matsuura, directeur de l'UNESCO, lors de la journée nationale de l'alphabétisation au Venezuela.

D'autres programmes visent également à faciliter l'accès des adultes à l'éducation primaire (*Misión Robinson 2*) secondaire (*Misión Ribas*) et universitaire (*Misión Sucre*). À l'école Armando Zuloaga Blanco, un père de famille affirme s'être inscrit à la mission « parce que mes filles sont à l'école, et [qu']elles préfèrent vivre leur vie [...]. En allant moi aussi à l'école, je leur donne l'exemple ».

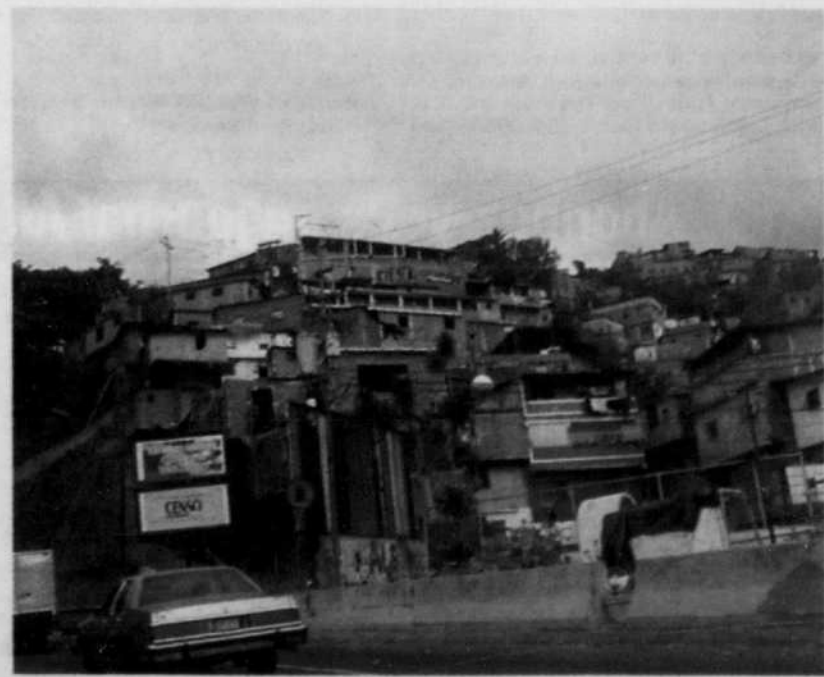
La méthode d'enseignement *Yo sí puedo* (« Oui je peux ») provient encore une fois de Cuba. Elle est constituée de vidéoclasses projetées devant le groupe, accompagnées d'un facilitateur qui aide les participants à bien cheminer.

Certains reprochent néanmoins aux missions d'éducation leur bas niveau d'enseignement, notamment dû aux faibles qualifications des facilitateurs. La réussite du programme de la mission Ribas ne dépend pas d'examen, mais de l'assistance aux cours, supposant ainsi que ceux qui s'inscrivent dans le processus sont ceux et celles qui ont le désir d'apprendre. Toutefois, il y a peu de contrôle des apprentissages.

Mais Eduardo, facilitateur à l'école Armando Zuloaga Blanco, préfère parler de ses succès. Grâce à la *Misión Sucre*, il étudie maintenant le droit à l'université. « Dans mon groupe, les quatre premiers de classe sont tous, comme moi, des diplômés de la mission Ribas ». L'étudiant souligne aussi que les facilitateurs, sans être des professionnels de l'enseignement, présentent pourtant l'avantage de créer une communauté de bénévoles intéressés à contribuer à l'éducation de leurs pairs. Et pour Chávez, qui désire ouvertement recueillir 10 millions de votes lors des prochaines élections, ces dynamiques communautaires pourront fort probablement se transformer en appuis populaires non négligeables...

THOMAS CHIASSON-LEBEL

L'auteur revient d'un stage effectué au Venezuela avec Alternatives.



Manifestations paysannes en Chine

En décembre dernier, dans le village Dongzhou de la province de Guangdong, de violents affrontements entre les habitants et la police ont causé près de vingt morts, d'après les estimations des villageois et des organisations de défense des droits humains. Expropriés par la force pour permettre la construction de nouvelles usines, les paysans exprimaient leur mécontentement à l'égard de l'insuffisance des indemnités reçues. Après ces émeutes, les habitants de Dongzhou se sont vu condamnés à vivre dans la peur : « Mes parents et ma belle-sœur sont à genoux devant la maison pour réclamer aux responsables gouvernementaux des explications sur la mort de mon frère », déclarait un villageois à l'agence Reuters.

Deux mois auparavant, dans un autre village « rebelle » de la même province, des heurts aussi violents et pour une cause similaire avaient pratiquement laissé pour mort l'ancien maire Lu Banglie, militant de la cause paysanne. Deux journalistes, dont l'envoyé spécial de Radio France internationale, ont aussi été grièvement blessés.

La pauvreté frappe durement le secteur rural chinois. Le revenu moyen des paysans y est d'environ 2400 yuans (343 \$) par année, soit trois fois moins que celui des citadins. Les inégalités socioéconomiques en Chine sont considérables : alors que 10 % de la population se partage 45 % des richesses nationales, les 10 % les plus pauvres ne peuvent miser que sur 1,4 % de celles-ci.

Les événements de la province de Guangdong s'ajoutent à un nombre croissant de manifestations et d'émeutes, qui s'inscrivent dans le processus d'industrialisation des campagnes du pays. Devant les injustices commises par des autorités locales corrompues, les paysans chinois, spoliés de leurs terres, n'entendent plus rester muets.

Depuis les premières réformes d'ouverture et de libéralisation économique adoptées par Deng Xiaoping en 1978, l'État chinois est toujours demeuré propriétaire de la terre. Ce n'est que le surplus de la production des paysans, celui dépassant les quotas imposés, qui peut être écoulé sur le marché libre. Selon le régime de propriété en Chine, les paysans ne sont que locataires de leurs terres, et ce, même s'ils y vivent depuis plusieurs générations. Une situation souvent à l'origine de bien des conflits.

Clientélisme

Dans le cadre de ce régime foncier, « l'État peut décider du moment où la terre doit changer de vocation. Avec le processus d'industrialisation dans les campagnes, nous retrouvons des cas de plus en plus fréquents où le secrétaire du Parti, ou le chef du canton, décide de convertir des hectares de terres agricoles en un site pour bâtir une usine, ce qui implique l'expropriation de tous les paysans qui travaillaient sur ces terres », souligne André Liberté, professeur et spécialiste de la Chine à l'UQAM.

Dans son essai intitulé *À la recherche d'une ombre chinoise : le mouvement pour la démocratie en Chine*, Jean-Philippe Béja rapporte également que « des enquêtes menées dans certains villages montrent que l'on assiste de plus en plus à une conjonction des intérêts politiques et des intérêts économiques ». Cette situation incite à une forme de clientélisme et ne facilite aucunement les conditions de vie des paysans.

En l'absence d'espaces démocratiques en Chine, ces revendications laissent perplexes : les paysans désirent-ils renverser le gouvernement, ou encore s'opposer au régime en place? « Loin de là, tranche André Liberté. Ce sont des gens qui, dans le cadre de la légalité socialiste – pour emprunter un petit peu à la langue de bois de l'époque de Mao – savent que, s'il y a des cadres locaux corrompus ou incompetents, il est possible de demander un redressement de leur situation auprès des cadres supérieurs. Il y a une certaine confiance dans la capacité du système à se régénérer et à se renouveler. » Pour la défense de leurs droits, les Chinois ont compris que, même illégaux, les protestations collectives sont le moyen le plus efficace pour obtenir l'application des lois ou la solution à leurs problèmes.

Pour l'instant, les autorités chinoises ne semblent pas trop préoccupées par les risques d'un éventuel débordement social qu'elles ne pourraient contenir. Alors que la légitimité du régime est basée sur la croissance économique, la stabilité sociale et l'unité nationale, il est toutefois possible de présager que le gouvernement chinois tentera de mettre un frein à la croissance exacerbée des inégalités sociales, ainsi qu'à la corruption au sein des élites dirigeantes.

MARILOU GREGOIRE-BLAIS

L'auteure est chargée de recherche au Département de science politique à l'UQAM

Billets

Punir les Palestiniens



Pierre Beaudet

RAMALLAH — Depuis février, les enseignants et les enseignantes à l'œuvre dans les écoles de la Palestine ne sont pas payés. Leur salaire couvrirait un peu plus que les besoins essentiels, mais ils étaient considérés comme privilégiés dans le contexte de la catastrophe actuelle. En effet, plus de 50 % de la population est sans travail. Selon l'ONU, les deux tiers des Palestiniens vivent sous le seuil de la pauvreté. À Gaza et dans les camps de réfugiés de Cisjordanie, les jeunes et les mères souffrent d'anémie, attrapant tous les microbes qui passent. L'Autorité nationale palestinienne n'a plus rien depuis qu'Israël et ses alliés occidentaux ont décidé de geler les fonds.

Le gouvernement israélien et ce qu'on appelle encore la communauté internationale annoncent «généreusement» qu'on ne laissera pas les Palestiniens crever. Les camions qui transportent la nourriture de l'Égypte vers Gaza passent au compte-goutte. Pour Tel-Aviv, l'idée est de transformer les Palestiniens en une masse de clochards, de mendiants. «Ils ne mourront pas de faim, mais ils seront à la diète» a déclaré, sérieusement, l'ancien adjoint d'Ariel Sharon, Dov Weissglas.

Mais les stratèges de la répression ne comprennent pas. Les Palestiniens ne capituleront pas. «On a déjà vu le film», explique un enseignant de Ramallah, Refaat Sabah. Depuis 2001 et l'arrivée au pouvoir d'Ariel Sharon, les territoires ont été matraqués. Des milliers de Palestiniens ont été tués et blessés. Présentement, dans les prisons israéliennes, croupissent plus de 9 000 détenus palestiniens, sans procès ni accusation. Emprisonnée par le Mur de l'apartheid, la population est confinée. Passer de Ramallah à Jérusalem (12 kilomètres) peut exiger des heures épuisantes sur des *check points* agressifs. «Ils ont tout essayé, mais on est trop têtus et on ne lâche pas», affirme Sabah.

En Palestine, le Hamas, avec sa culture militariste et autoritaire, ne correspond pas aux valeurs de la majorité des Palestiniens. Lors de l'élection de janvier dernier, les islamistes ont obtenu 43 % des votes parce que la population a rejeté l'équipe précédente de Yasser Arafat, qui avait échoué à négocier une paix réelle. Arrivés au pouvoir, on ne sait pas comment ils vont réagir. Depuis plusieurs mois, le Hamas a mis fin à ses opérations militaires. Du côté de la société palestinienne, des voix prônent la modération et la reprise des négociations. Mais il y a quelques semaines à Gaza, l'armée israélienne a déclenché de violents bombardements : cinq obus à la minute pendant près de dix jours, qui ont fait de nombreuses victimes civiles. Et comme prévu, peu après, des «martyrs» palestiniens ont tué des pauvres gens à Tel-Aviv. «C'est pour l'œil, dent pour dent» : tous deviennent à la longue aveugles et édentés.

Les Palestiniens sont excédés lorsqu'on leur demande ce qu'ils pensent de la «communauté internationale». «C'est une mauvaise blague», raconte Mustafa Barghouti. Le regroupement de démocrates palestiniens qu'il anime, l'Initiative nationale palestinienne, est un peu l'antithèse du Hamas. «Ils ont laissé Ariel Sharon tout mettre à feu et à sang et maintenant ils nous blâment. La solution est à la fois très simple et très compliquée : "la paix contre les territoires". Pas une fausse paix basée sur la colonisation et l'encerclement de la Cisjordanie et de Gaza. Mais une vraie paix avec la fin de l'occupation qui perdure depuis 1967 et la mise en place d'un État, pas d'une série de *bantoustans*, et qui comprendra l'ensemble des territoires, y compris Jérusalem-Est où résident 250 000 Palestiniens».

«Les sanctions contre le gouvernement palestinien sont injustes et inacceptables», affirme la coalition des ONG palestiniennes, PNGO. Un peu partout dans le monde, des mouvements de solidarité s'activent pour questionner le boycott décrété contre les Palestiniens. Ce n'est pas le terrorisme qui sera affaibli, au contraire, prétendent les groupes de femmes et les organisations de droits humains. Ce avec quoi plusieurs animateurs du camp de la paix israélien, comme Uri Avnery, sont en accord, et qui pensent que la répression actuelle contre les Palestiniennes va déboucher sur encore plus de violence.

Est-il trop tard? Des résistants persistent et signent, comme ces médecins israéliens appartenant au Physicians for Human Rights, qui traversent les barrières de l'armée pour aider leurs collègues palestiniens à soigner des malades, bloqués sur les *check points*.

L'Amérique à gauche



Gil Courtemanche

Notre incapacité d'espérer me fascine. Nous sommes obnubilés par le temps immédiat et manquons souvent de confiance en l'humanité. Il y a vingt-cinq ans, les progressistes et les démocrates jetaient des pleurs sur l'Amérique latine et ne voyaient pas de portes de sortie. Nous imaginions le continent figé dans la dictature après la mort de l'espoir incarné (en partie à tort) par Allende. Une sorte de chape de plomb semblait s'être installée sur le continent. Un peu comme sur l'Union soviétique. Continent à oublier.

Mais c'était sans compter sur l'extraordinaire culture politique du continent, une culture souvent bien plus riche que la nôtre, qui prend ses sources dans les grands débats politiques européens, une culture qu'incarnera Bolivar et qui, dans les indépendances, à mis au monde une cohorte d'intellectuels, puis de syndicalistes, aussi de poètes et d'humanitaires. Contrairement à l'Afrique ou à l'Asie, la démocratie comme idéal fait partie d'un discours culturel militant qui n'a jamais gardé le silence.

Il y a vingt-cinq ans, le continent était une immense dictature dominé sans partage par les États-Unis. Aujourd'hui, il s'élève comme un acteur indépendant qui propose de nouvelles voies et qui pose à la gauche occidentale des questions fondamentales. En fait, seules quelques républiques de banane en Amérique centrale ont résisté à l'ouragan de changement qu'a connu l'Amérique latine.

Si on regarde attentivement la carte du continent sud-américain, on constate avec surprise que seuls la Colombie, l'Équateur et le Pérou sont encore gouvernés par des gouvernements de droite, et le Pérou risque de passer à gauche le mois prochain si le populiste Humala maintient sa position du premier tour. En Amérique centrale, l'élection d'Arias, et au Panama il y a deux ans, celle de Torrijos ont aussi changé la donne. En juillet prochain, il est fort possible que le Mexique quitte le camp capitaliste américain. Andrés Manuel López Obrador est en tête des sondages et s'il remporte l'élection, on pourra dire que 90 % de l'économie du continent sud-américain échappe aux forces de droite.

Que s'est-il passé? Les gauches, car elles furent multiples sur ce continent, de la révolution armée à la social-démocratie, ont tiré des leçons judicieuses de l'échec d'Allende et aussi des sandinistes au Nicaragua. Elles ont compris que le coup de force est sans lendemain, qu'une position minoritaire, même si on détient le pouvoir, ne peut que mener à l'échec si on tente la révolution. Les gauches ont appris et se sont rapprochées. Elles ont mis en commun ce qui les unit et jeter aux orties ce qui les divisait. Ainsi l'élection de M^{me} Bachelet au Chili, une héritière d'Allende, vient confirmer cette démarche. Les socialistes, associés depuis près de vingt ans avec les démocrates chrétiens ont fait du Chili le champion du continent dans la lutte contre la pauvreté. On pourrait dire la même chose de Kirchner en Argentine qui ne fut élu qu'avec 22 % des voix après le désistement de son adversaire.

Les gauches ont aussi décidé de faire de la politique avec des armes politiques, pas seulement avec de grandes réflexions. C'est ainsi qu'elles se sont regroupées derrière des hommes et une femme charismatiques, des incarnations, des leaders qui donnaient un visage humain à des espoirs théoriques. Lula, Morales, Chávez.

On ne parle malheureusement pas assez suffisamment ici de ce bouleversement fondamental qui déjà fait en sorte que les grandes puissances économiques mondiales, les USA, l'Union européenne, sentent qu'une alternative organisée leur fait face. Quant à nous, nous devrions étudier plus attentivement la démarche de la gauche latino-américaine. Elle nous permettrait peut-être de sortir de la marginalité.



France : deux jeunesses, deux combats

«La fracture est maintenant profonde, un fossé se creuse de plus en plus entre nous et la gauche.»

C'est Liman qui parle ainsi. Il a une trentaine d'années, diplômé comme ses copains. Ils sont militants et animent une association locale, proche des Verts, à Garges, en banlieue parisienne.

Ils et elles sont toutes et tous, né(e)s en France, de parents immigrés, de la deuxième ou de la troisième génération, comme on dit de manière politiquement correcte en France.

«Notre association a signé l'appel à manifester, en soulignant que le CPE [Contrat de première embauche] n'était qu'un aspect de la loi pour l'égalité des chances et la cohésion sociale, qui est globalement mauvaise. Nous avons expliqué aux associations, aux partis et aux syndicats locaux que nous avions le sentiment que le retrait du CPE ne changerait rien à notre précarité, aux coupures d'allocations familiales dont sont passibles les parents jugés «défaillants», au pouvoir de police donné aux maires, à la justice expéditive pour les jeunes révoltés de novembre. En fait, nous leur avons rappelé que la précarité est déjà la norme pour les enfants d'immigrés et les jeunes des quartiers.»

Mais, même si nous regardions d'un œil un peu détaché la grande unité du mouvement contre le CPE, nous avons participé aux premières manifestations parce que nous voulions en être et croire qu'on allait gagner. Et c'est vrai que c'était énorme, une grande fête et une grande force.»

La rupture

«La rupture localement a eu lieu à cause d'un mail qui a circulé. Il faisait suite aux actions des «casseurs» à la fin d'une manifestation. Les associations de parents d'élèves, le Parti communiste, le Parti socialiste et les syndicats se sont tous mis d'accord pour proposer par emails de louer des cars pour aller à la manifestation suivante, par crainte de voyager dans les transports en commun avec les jeunes des quartiers. Pour nous les choses sont alors devenues claires, la gauche a bougé massivement parce que ce sont ses mêmes qui étaient menacés par le CPE. Ce sont les enfants des classes moyennes et leurs acquis qui étaient en cause, pas nous, pas les jeunes des quartiers. Nous n'avions rien à faire là-dedans. Nous leur avons dit que leurs cars étaient ceux d'un apartheid de classes et de races alors qu'on habite la même ville, et qu'ils se comportaient comme des colons.»

Liman ajoute qu'ils «tombaient des nues lorsqu'on leur a parlé comme ça. Ils nous ont dit qu'on était tous militants, qu'ils nous connaissaient et que ce n'était pas nous qui étions visés... Alors qui? Les «casseurs»? Ils sont une part de nous-mêmes, la plus dure et la plus précieuse, celle de notre colère. Nous n'avons pas à y renoncer pour complaire à la gauche et à ses peurs. Nous ne

sommes plus allés aux manifs, nous sommes restés ici. Nous avons discuté avec les gamins qui portaient en bandes pour aller piller.»

Le mouvement contre le CPE s'inscrit en continuité de la résistance au libéralisme porté par le «non» au référendum sur la Charte européenne. Ce mouvement a été exceptionnel. Les étudiants et les lycéens ont réussi à mobiliser partout en France. Une unité syndicale rare l'a soutenu. Il ne faut pas sous-estimer la victoire : le gouvernement français a dû battre en retraite.

Cependant, le mouvement contre le CPE doit beaucoup aux révoltés de novembre 2005, de la fameuse «révolte des banlieues» qui embrasa les grandes villes françaises. On peut parier que sans ce soulèvement et l'ébranlement qu'il a produit, le mouvement anti CPE n'aurait pas eu lieu. Or, dans les deux cas, ce sont bien les jeunes qui ont pris l'initiative, mais ce ne sont pas les mêmes. Force est de constater, de surcroît, que la jonction entre ces deux jeunesses ne s'est point faite. Au contraire, des jeunes des banlieues sont descendus agresser les jeunes manifestants anti CPE.

Mais souvenons-nous de ce que les émeutiers de novembre disaient : «On est foutus, on n'a pas d'avenir, on va leur pourrir la vie.» Les manifestants de mars luttaient, eux, pour leur avenir et c'est toute la différence.

En dépit de la bonne volonté évidente d'un grand nombre de jeunes de février-mars, ils n'ont pas trouvé les moyens de faire le lien avec les acteurs des événements de novembre. Il faut bien reconnaître qu'ils n'ont guère été aidés par la gauche qui a soigneusement pratiqué le déni quant au caractère éminemment politique des incendies de l'automne 2005.

Il y a là une fracture au sein des jeunes qui n'est pas proche de se résorber et avec laquelle il faudra compter désormais. Et Liman se dit «effrayé du recul des valeurs de gauche, tellement il y a de déceptions».

Terminons sur une image : elles sont sept jeunes blacks entre quinze et dix-huit ans qui viennent du même quartier. Adossées aux grilles de la gare d'Austerlitz, elles regardent passer la manif. Une super musique se fait entendre, elle précède le cortège d'un lycée. Les jeunes filles, d'un même pas s'approchent, attirées par la musique, elles avancent vers le cortège... ceinturé par un service d'ordre qui y croit et qui a des consignes. Elles s'arrêtent, elles regardent, ne disent rien, reculent d'un même pas, s'adossent aux mêmes grilles et continuent à regarder passer la manif.

MONIQUE CRINON

Monique Crinon est présidente du réseau français Initiatives pour un autre monde (IPAM).

ALTERNATIVES

DIRECTEUR GÉNÉRAL : Robert David — RESPONSABLE DES COMMUNICATIONS : François L'Écuyer
MONTRÉAL — 3720, avenue du Parc, bureau 300, Montréal (Québec) H2X 2J1 • Tél. : (514) 982-6606 Fax : (514) 982-6122
QUÉBEC — 266, rue Saint-Vallier Ouest, Québec (Québec) G1K 1K2 • Tél. : (418) 521-4000 Fax : (418) 521-4000
Courriel : commentaires@alternatives.ca • Site Internet : www.alternatives.ca

Ce journal est produit par Alternatives, réseau d'action et de communication pour le développement international, en partie grâce à l'appui financier de l'Agence canadienne de développement international (ACDI). Le contenu n'engage en rien ce dernier organisme. Tirage : 50 000 exemplaires. Le journal Alternatives est distribué de façon indépendante et ce numéro est publié dans l'édition du 26 avril 2006 du quotidien Le Devoir. La reproduction des textes est autorisée. Veuillez mentionner la source.

COORDINATION ET RÉDACTION : François L'Écuyer — COMITÉ DE RÉDACTION : Pierre Beaudet, Daphnée Dion-Viens, Batiste Fois, Vincent Fournier, Marc Gadjro, Ève Gauthier, France-Isabelle Langlois, Aude Maltais, Jean-François Millette, Fred A. Reed, Julie Routhier, Tania Vachon — CHRONIQUES : Pierre Beaudet, Gil Courtemanche, Francis Dupuis-Déri, Anane Émond, David Homel, Naomi Klein, Judy Rebick et Michel Warschawski — RÉVISION DES TEXTES : Gilles McMillan — INFOGRAPHIE : Brigitte Beaudet — CARICATURE : Boris

Abonnez-vous au journal Alternatives !

EN VOUS ABONNANT, POUR SEULEMENT 25 \$ PAR ANNÉE, vous contribuez à soutenir l'équipe du journal qui travaille à vous offrir une information différente et de qualité.

alternatives
LE JOURNAL

Envoyez ce coupon avec un chèque à :
JOURNAL ALTERNATIVES
3720, avenue du Parc, bureau 300,
Montréal (Québec) H2X 2J1

Nom

Adresse

Ville

Code postal

Téléphone

Courriel

Alternatives, c'est beaucoup plus qu'un journal ! Pour en savoir plus : www.alternatives.ca

Déménagement du casino

Une victoire populaire inspirante

Le 10 mars dernier, Loto-Québec abandonnait son projet de déménager son casino de l'île Notre-Dame au bassin Peel, situé dans le quartier résidentiel de Pointe Saint-Charles. Pour les intervenants communautaires mobilisés contre ce déménagement, il s'agit d'un succès populaire d'envergure. En cette période de mobilisations contre la vente du mont Orford ou contre le prolongement de l'autoroute 25, cette victoire envoie un message certain : gagner contre Goliath, c'est possible.

Marcel Sévigny est un résident bien connu à Pointe St-Charles, notamment pour son implication dans le quartier au sein de la table de concertation Action-Gardien. Il savoure cette victoire citoyenne, tout en reconnaissant qu'elle fut rendue possible grâce à une conjonction particulièrement favorable. «Les mobilisa-

tions y sont pour 50 % et l'autre moitié vient des éléments qui ont défavorisé ce projet», note-t-il.

Parmi ces éléments, on ne peut ignorer les critiques fortement défavorables du directeur de la santé publique de Montréal, ainsi que le rapport Coulombe qui, sans condamner le projet, recommande une consultation de 18 mois avec le milieu. Toutefois, c'est le retrait du Cirque du Soleil qui, invoquant des raisons financières, sonnait le glas du projet de déménagement. Certains, comme Richard Morin, professeur au Département d'études urbaines et touristiques à l'UQAM, soutiennent qu'il s'agissait aussi de ne pas entacher l'image publique de «bon citoyen corporatif» du Cirque du Soleil dans un projet qui, somme toute, ne faisait pas l'unanimité du milieu.

Quoi qu'il en soit, les pressions populaires de Pointe Saint-Charles ont été un élément déterminant dans l'abandon du projet. «Si nous n'avions pas été là, le projet serait encore sur la table», clame Marcel Sévigny. «Nous avons envoyé un message clair que nous ne lâcherions pas le morceau», ajoute-t-il. Selon Richard Morin, les organismes communautaires ont joué un rôle crucial en soulevant deux enjeux

fondamentaux, soit les effets négatifs du casino sur une population plus fragile, et le type de développement économique que l'on veut donner à Pointe Saint-Charles et à Montréal.

Deux visions

Pour le professeur de l'UQAM, le projet de déménagement du casino illustre à merveille les deux visions du développement qui s'affrontent à Montréal. D'une part, celle promue par les grands acteurs économiques, qui vise à positionner Montréal sur l'échiquier mondial en y attirant de grands investissements. C'est la perspective dans laquelle se situe le déménagement du casino plus près du centre-ville, où il devrait attirer, selon Loto-Québec, davantage les touristes. D'autre part, la vision promue par les acteurs du milieu qui se mobilisent dans une perspective locale axée sur les besoins des populations. Contrairement à ce que certains éditeurs ont affirmé, Richard Morin ne croit pas que les organismes communautaires soient contre le développement, mais plutôt «contre un certain type de développement». De plus, ces groupes permettraient selon lui un débat public sur les orientations du développement, ses conséquences et ses retombées, surtout qu'ils sont eux-mêmes porteurs et promoteurs de certains projets de développement. «Ce qui est très important démocratiquement», fait-il remarquer.

Il faut dire que la bataille sur le déménagement du casino au bassin Peel est survenue peu de temps après l'Opération populaire d'aménagement (OPA), un processus participatif ayant mobilisé 300 citoyens du quartier. L'OPA visait à proposer et à promouvoir un plan d'aménagement pour le quartier. «Bien que nous n'avions pas de projets clé en main, nous avions tout de même débuté une démarche citoyenne en ce sens», confie M. Sévigny. Pour Richard Morin, c'est ce qui est particulièrement irritant dans l'attitude de Loto-Québec : «Ils n'arrivaient pas en terre vierge mais en plein quartier résidentiel où le milieu réfléchissait déjà sur le développement qu'il souhaitait, incluant



PHOTOS: MARCEL SÉVIGNY

L'aménagement des terrains convoités!

Les médias ont certes joué un rôle dans l'abandon du projet. «Nous avons joué d'une sympathie des médias, peu courante pour des batailles de mouvements communautaires et citoyens», s'étonne Marcel Sévigny. «Action-Gardien avait une porte-parole [Karine Triollet] qui s'exprimait de façon claire et cohérente, ce qui a favorisé le capital de sympathie des médias et de la population», croit pour sa part Richard Morin. «On a bien senti qu'on gagnait la bataille de l'opinion publique» soutient M. Sévigny, qui explique cette victoire par le fait d'avoir défendu une question de principe et de patrimoine commun.

D'après Richard Morin, ce type de victoire est important pour le mouvement communautaire. «C'est une tape dans le dos qui indique que si vous vous mobilisez, le projet peut être bloqué». Il croit de plus que cela peut envoyer un message aux promoteurs quant à l'importance de se concerter avec les populations. Cependant, il n'était pas question de négocier quoi que ce soit avant d'en faire un débat public, souligne Marcel Sévigny. «On voulait le retrait pur et simple du projet, c'était fondamental».

Karine Triollet, coordonnatrice de la table de concertation Action-Gardien (au centre), accompagnée de Jean Lalonde et de Marie Pelchat, réagissaient le 21 février dernier à la publication du rapport de la Direction de la santé publique.

Si les groupes de Pointe Saint-Charles se méfient de voir réapparaître le projet du casino après les prochaines élections provinciales, Marcel Sévigny se dit prêt à mener la bataille en proposant une utilisation plus intéressante des espaces, et, ainsi, couper l'herbe sous le pied de Loto-Québec. Chose certaine, si tel était le cas, les regards continueraient d'être nombreux à suivre la bataille livrée dans ce quartier, souvent surnommée la Petite Gaule. «Les victoires sont très importantes. C'est pourquoi on suit de très près ce qui se passe dans le Sud-Ouest avec le Casino. Ça donne de la motivation à l'ensemble des luttes citoyennes», remarque Sharon Leslie, du Conseil communautaire de Notre-Dame-de-Grâce.

ÈVE GAUTHIER

L'auteure est membre du Groupe de travail sur la démocratie municipale et la citoyenneté (SodecM).



Inquiétudes au Bas-St-Laurent

La région de Rivière-du-Loup connaît une croissance économique impressionnante. Deux nouveaux projets énergétiques, encore au stade d'évaluation, sèment néanmoins la controverse : le projet d'un port méthanier, à Cacouna, et celui d'un important déploiement d'éoliennes, notamment le long du fleuve Saint-Laurent. De quoi faire réfléchir les environnementalistes, les citoyens, et les acteurs économiques de la région.

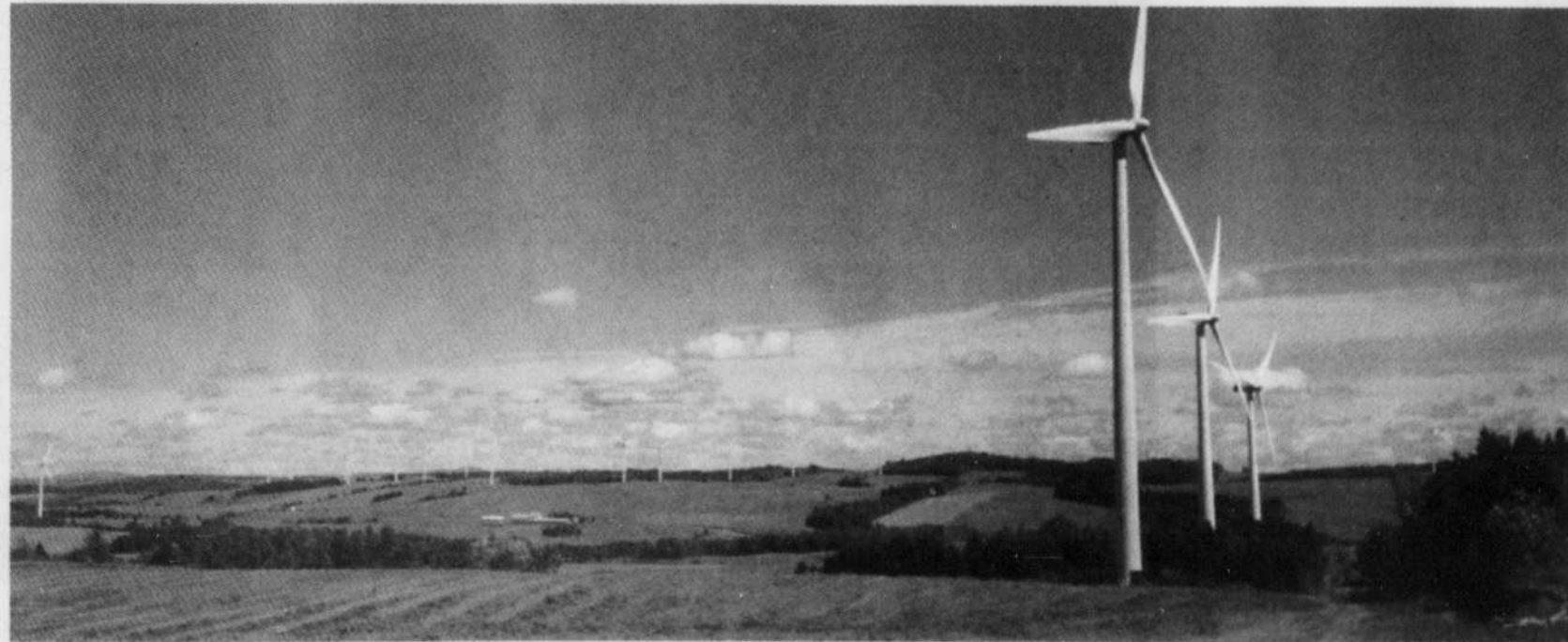


PHOTO: ISABELLE THÉRIAULT

S'il réussit à satisfaire les exigences gouvernementales, le projet de port méthanier du groupe Énergie Cacouna pourra recevoir jusqu'à près de 500 millions de pieds cubes de gaz naturel quotidiennement. La construction d'un gazoduc permettra de transporter le combustible vers Saint-Nicolas, à 200 km plus au sud. Deux acteurs canadiens se sont associés pour ce projet : TransCanada, qui se spécialise dans le développement d'infrastructures, et Pétro-Canada, qui s'occupera de l'approvisionnement (principalement de Russie) et de la mise en marché.

Les promoteurs misent sur une augmentation considérable de la demande en gaz naturel au cours des dix prochaines années, soit au même rythme que la demande énergétique globale. De là l'importance, selon eux, de desservir les marchés québécois, ontariens et Nord-Est américains. Énergie Cacouna prévoit qu'un investissement initial de 700 millions de dollars, nécessaire pour la phase de construction, créera 2000 emplois directs. Par la suite, le groupe croit pouvoir créer 35 emplois pour les opérations régulières.

Est-ce suffisant pour justifier les risques environnementaux et sécuritaires qui accompagnent ce type de projet? Récemment, Gaz Métro avait pourtant rejeté ce site pour privilégier celui de Beaumont. Les vents, les glaces et le brouillard, qui étaient problématiques à Gaz Métro, ne le seraient plus pour le nouveau groupe.

«Énergie Cacouna n'a pas fait ses devoirs, et cache plusieurs aspects du projet, dont l'emplacement du gazoduc, tranche M. Gaétan Malenfant, président du Comité de recherche et d'intervention environnementale du Grand-Portage (CRIE). Énergie Cacouna a tout de même réussi à convaincre une majorité des résidents de Cacouna (57 %), qui ont approuvé lors d'un référendum consultatif la poursuite des démarches.

Cependant, les démarches actuelles ne présentent que le développement du terminal, situé sur les côtes du Saint-Laurent. Aucune indication ne concerne l'emplacement du gazoduc.

Les activités de production, d'extraction et d'exploitation contribueront à l'accroissement des gaz à effet de serre, en plus d'empiéter sur de nombreux écosystèmes de la région, dénonce le CRIE. Les éventuelles carences énergétiques de la province ne pourraient justifier les nouvelles installations, selon le groupe environnemental, qui considère que les citoyens doivent se responsabiliser, en utilisant une énergie plus propre.

De plus, les coûts d'importation fluctueront en fonction des prix internationaux, sur lesquels il est très difficile d'estimer la portée de leur augmentation au cours des prochaines années. Difficile alors de prévoir la rentabilité de l'utilisation du gaz comme source d'énergie, estime l'organisme. En augmentant drastiquement le prix du gaz exporté en Géorgie plus tôt cette année, la Russie a démontré qu'elle pouvait fermer les vannes aux pays Européens. De tels événements guettent-ils l'approvisionnement canadien?

Développement éolien

Un second projet énergétique pourrait également voir le jour à Cacouna. L'ontarienne SkypowerWind Energy LP et sa société Terrawinds désirent implanter plus de 125 éoliennes, principalement le long des berges du Saint-Laurent. L'énergie serait vendue à Hydro-Québec Distribution.

Terrawinds estime le coût total du projet à 350 millions de dollars. Vingt emplois seront créés à long terme, après que la phase de construction aura employé 300 personnes. La production atteindrait les 200 mégawatts, estime la compagnie. Le contrat d'approvisionnement entre Hydro-Québec et

Terrawinds, d'une durée de 21 ans, garantit l'achat d'électricité à un prix fixe, majoré annuellement.

En raison des grands vents qui les balaient, les régions du Bas-Saint-Laurent et de la Gaspésie sont considérées comme de véritables «Klondike énergétiques». Déjà, plusieurs parcs éoliens ont été érigés près du fleuve Saint-Laurent, comme à Cap-Chat et à Matane, de même qu'à Murdochville, plus éloigné des côtes. Hydro-Québec désire ainsi combler, par l'entremise de partenariats public-privé en matière de développement éolien, les besoins en énergie de la province.

Malgré les atouts certains de cette énergie renouvelable, plusieurs résidents de Cacouna soulignent l'importance des conséquences environnementales entraînées par les parcs éoliens. De nombreux flots migratoires d'oiseaux pourraient être perturbés par ces immenses structures, de même que les terres agricoles et les milieux humides où elles seront érigées. Les citoyens s'inquiètent également des effets dommageables que les éoliennes auront sur les paysages de cette région, hautement touristique.

Ainsi, l'emplacement des éoliennes de Terrawinds, dont plusieurs seraient implantées le long du fleuve Saint-Laurent, suscite la grogne des résidents et des groupes environnementaux. Nombre d'espèces de sauvagines pourraient être affectées. «Il existe présentement un grand écart entre la réglementation de la MRC de Rivière-du-Loup et le plan d'implantation de Terrawinds, la réglementation exigeant un déploiement loin des côtes et des espaces protégés», déplore Gaétan Malenfant. «Il faut penser à un plan de développement responsable, non bâclé, et viser un objectif de développement durable pour la région».

PHILIPPE VIEL

Forum national sur la démocratie municipale



Les municipalités que nous voulons
Venez vous faire entendre !

Forum national sur la démocratie municipale
Les 2 et 3 juin
à Montréal

Pavillon J.A. De Séve, UQAM
320, rue Ste-Catherine Est

Inscriptions : 514.276.2424
En ligne : www.dabordsolidaires.ca

À l'initiative de D'abord solidaires, un mouvement citoyen non partisan, en collaboration avec des citoyenEs, des organismes communautaires et syndicaux et des éluEs.



Rassemblement artistique et communautaire hip hop

- Spectacle de musique, projections de films, danse avec des groupes du Chili (ENTRAMA), de Cuba (Obsession) et de Montréal (Kalmunity, Nomadic massive, Monk-e, etc).
- Ateliers de discussion sur les enjeux de l'exclusion sociale des jeunes issus des communautés culturelles avec le Santropol roulant, le YMCA, et le GTDPM, la Maison Côte-des-Neiges et Alternatives.

Les 5 et 6 mai

au MAI - Montréal, arts interculturels
3680, rue Jeanne-Mance, Montréal

Info : www.alternatives.ca
514.982.6606 poste 2240
www.elephriends.org

Alternatives



LIVRES

ESSAI

Le livre noir de la condition des femmes

Sous la direction de Christine Ockrent
XO Éditions, 2006, 777 pages.

Portrait actuel de la condition féminine dans le monde, *Le livre noir de la condition des femmes* fait état des agressions perpétrées à l'endroit des femmes parce qu'elles sont femmes. Excision, crime d'honneur, lapidation, viol, mariage forcé, violence par un partenaire intime, discrimination sexuelle, traite des femmes, tourisme sexuel, prostitution, iniquités dans l'accès à l'éducation, à la vie économique et politique. La guerre aux femmes, orchestrée par les grands prêtres de la société patriarcale, reproduite et intériorisée quotidiennement par les femmes elles-mêmes, fait chaque jour des milliers de victimes.

Publié sous la direction de Christine Ockrent, journaliste, écrivaine et première femme à assumer en France la responsabilité du journal télévisé de 20 h, le recueil rassemble une cinquantaine de textes. La contribution des différentes collaboratrices et collaborateurs permet de parcourir le monde, des États-Unis à la Chine, et de constater que partout les femmes sont assujetties, dominées. On assassine 5000 femmes par année au nom de l'honneur, souvent parce qu'elles sont coupables d'avoir été violées. Quatre-vingt-dix millions de femmes manquent en Asie. Au Guatemala, un violeur peut se faire «pardonner» son crime s'il marie sa victime, évitant ainsi la prison – alors qu'une femme battue du même pays ne peut porter plainte que si ses marques sont encore apparentes au bout de dix jours. En Afrique du Sud, c'est plus de 1,5 million de viols qui ont lieu chaque année...

Certaines valeurs universelles ne transcendent-elles pas les cultures, les coutumes et les traditions? Peut-on tolérer, au nom du relativisme culturel, les atteintes aux droits des femmes? «Sécurité. Intégrité. Liberté. Dignité. Égalité : telle est la feuille de route qui a déterminé l'ordonnance de ce livre. Tels sont aussi les objectifs qui devraient guider l'action de tous ceux qui refusent de désespérer de l'homme – et de la femme.»

Articles, portraits, témoignages, synthèses d'études internationales, «ce voyage autour du monde pourrait être, pour toutes et tous, comme une incitation à rompre les silences. Un engagement, en quelque sorte». Un combat qui nous concerne tous et toutes!

MARIE-NOËLLE BELAND

ESSAI

Objectifs du millénaire pour le développement. Points de vues critiques du Sud

Alternatives Sud, Volume 13-2006/1, mars 2006, Centre Tricontinental et Éditions Syllepse, 206 pages

Comme il est difficile d'être contre la vertu, rares sont les critiques adressées aux Objectifs du millénaire pour le développement (OMD), adoptés à l'unanimité par l'Assemblée générale des Nations Unies en 2000. Qui s'opposerait en effet à ces objectifs qui visent, entre autres, la réduction du nombre de pauvres, l'éducation de base pour tous, la lutte contre les maladies infectieuses, l'égalité entre les sexes et le développement durable?

Or, les textes rassemblés dans ces *Points de vue critiques du Sud* s'emploient à mettre en évidence les insuffisances, les incohérences et les non-dits que cachent, sous leurs dehors fort généreux, les OMD. Les onze auteurs, parmi lesquels on compte des critiques établis de la mondialisation libérale tels que Samir Amin, Patrick Bond et Martin Khor, démontrent que les OMD évacuent des thèmes aussi essentiels que la réduction des inégalités et la justice sociale. Ils soulignent aussi combien les approches préconisées pour mettre en œuvre ces objectifs posent problème. En adoptant la Déclaration du Millénaire, l'Assemblée générale de l'ONU a effectivement fait siennes les thèses de la Banque mondiale et du FMI sur la bonne gouvernance, l'ouverture des marchés et le soutien au secteur privé. Des stratégies qui, appliquées depuis près de 25 ans dans les pays du Sud, n'ont eu pour résultat que d'y aggraver la pauvreté et les inégalités.

Comme dans d'autres ouvrages collectifs, le message véhiculé par les textes rassemblés ici est parfois un peu répétitif, plusieurs des critiques adressées au concept de bonne gouvernance, notamment, se recoupant passablement. Ce livre a néanmoins le grand mérite de nous faire entendre des voix qui remettent en question les consensus officiellement proclamés sur l'évolution de l'ordre mondial. Il lance un appel éloquent pour des alternatives aux OMD qui se donneraient comme ambition d'établir des démocraties effectives et de concrétiser les droits sociaux essentiels, au bénéfice des peuples du Sud et du Nord.

JEAN-FRANÇOIS DESGROSELLIERS

Les dépossédés

Robert McLiam Wilson & Donovan Wylie,
Christian Bourgois Éditeur, 2005, 348 pages

Au début des années 1990 en Grande-Bretagne, le gouvernement Thatcher mettait en place de nouvelles mesures économiques qui allaient paver la voie à l'économie ultra capitaliste que le monde entier a le bonheur de connaître aujourd'hui. Désormais, il n'y aurait plus jamais de honte à être prospère. Les grandes entreprises cessèrent de cacher timidement leurs profits et se mirent à glousser de plaisir devant la croissance de leur chiffre d'affaires. Au détriment des êtres humains, la livre sterling remplaça Dieu.

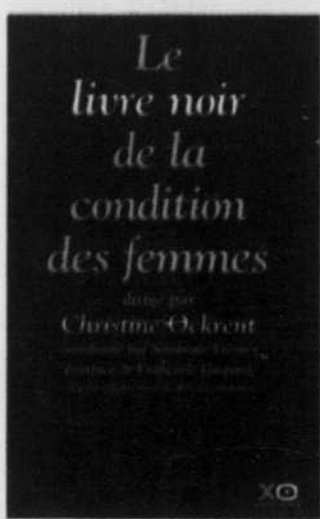
On a alors assisté à l'émergence d'une nouvelle race de pauvres. La pauvreté n'est plus seulement l'apanage de la classe ouvrière, des marginaux, des malades mentaux ou des toxicomanes. Elle s'est propagée davantage, se glissant furtivement dans des milieux jusqu'alors épargnés. Les bas salariés découvrirent rapidement une nouvelle sorte de faim. Soudainement, la classe moyenne et des familles entières eurent besoin de deux, trois voire quatre revenus pour arriver à boucler leur budget.

Pendant cette période, l'écrivain Robert McLiam Wilson et le photographe Donovan Wylie se livrèrent à une enquête dans différents coins du pays. À travers eux, nous rencontrons ces dépossédés : des gens ordinaires, honnêtes et travailleurs dont les genoux fléchissent, des gens jetés à terre par la sauvagerie d'un système économique impitoyable. Des gens qui, tout comme les auteurs, ont du mal à comprendre cette brusque précarité économique.

«La pauvreté est une chose étrange. Elle est atemporelle, internationale et apparemment permanente. Elle est tolérée, ignorée et supportée. [...] C'est une conséquence auto-infligée du déclin industriel. C'est un garde-fou créé par l'évolution. C'est une retombée de la conspiration capitaliste. C'est la volonté de Dieu.»

Livre inclassable, *Les dépossédés* se situe à mi-chemin entre le roman et l'essai. À sa façon, c'est aussi un déchirant réquisitoire contre la barbarie du capitalisme à outrance.

CHARLES QUIMPER



C'est arrivé près de chez vous

L'industrie des vidéoclubs à Montréal est traversée par deux courants contradictoires. Alors que les mégachaines et les machines distributrices se multiplient, plusieurs vidéoclubs indépendants, fortement ancrés dans la vie de leur quartier, continuent à offrir une énorme diversité cinématographique. Alternatives a rencontré les propriétaires de l'un d'eux, le vidéoclub Phos, à Côte-des-Neiges.

Au début des années 1990, Yannis Triantafyllou travaille à la Bande Vidéo, vidéoclub indépendant du quartier Côte-des-Neiges. Un boulot pour payer ses études, avoue-t-il aujourd'hui, qui lui permettait également de visionner au fil du temps les quelque 12 000 titres de la collection. Lorsque son patron convoque le personnel, en 1996, pour annoncer que le temps est venu de liquider, à la pièce, toutes les vidéocassettes du commerce, Yannis est abasourdi.

«Je savais à quel point la collection était importante, confie-t-il. On avait des collections impressionnantes de réalisateurs (Bresson, Truffaut, Godard, Scola, Kusturica, Rifkenstahl, Kurosawa), des perles rares, uniques à Montréal, et à peu près personne ne le savait!» C'est alors qu'il consulte sa conjointe, et entreprend des démarches pour racheter l'intégralité de la collection. «On était les deux seuls à y croire», se rappelle Marie-Ève Breton Bélanger. Le vidéoclub subsistait en effet depuis quelques années les contrecoups de l'arrivée de compétiteurs de taille. «Tout le monde a voulu nous décourager, ajoute Yannis. En regardant les chiffres, les états financiers, les gens consultés nous disaient que c'était un désastre.»

À l'époque, les vidéoclubs semblent en déclin. Devant la montée des nouvelles technologies, télévision à la carte et autres, certains président déjà à la mort de cette industrie. «Comme à tous les ans», ironise Yannis. Sans subvention, et avec un appui des plus réticents des banques, le couple n'en fait qu'à sa tête et, à 22 ans, fait l'acquisition de la Bande Vidéo, rapidement rebaptisée Phos (lumière, en grec).

Les deux jeunes cinéphiles savent qu'ils doivent mettre les bouchées doubles pour assurer la viabilité du vidéoclub. Ils décident donc de mi-

ser sur la diversité, renouent avec les acquisitions régulières et publient en 1998 un premier catalogue répertoriant l'ensemble de leur collection.

La partie n'a toutefois jamais été facile. On a beau être épris de cinéma, vouloir offrir le meilleur service et importer des quatre coins du monde petites et grandes merveilles du septième art, la compétition demeure forte. Au cours de la dernière année seulement, environ 150 nouvelles machines distributrices de DVD ont vu le jour à Montréal. Le quartier Côte-des-Neiges ne fait pas exception : en plus du vidéoclub Phos, on compte trois machines distributrices, deux Vidéotron, un Blockbuster, un Vidéoclub International et quatre indépendants. «Sans compter les dépanneurs», souligne Marie-Ève. «Il y a aussi Rogers qui est arrivé dernièrement... C'est à se demander qui sera encore là à la fin de l'été...», s'inquiète Yannis.

Comment se tailler une place dans un marché aussi féroce? «Le but premier était d'offrir l'une des meilleures collections possibles, explique Yannis. Jamais on n'a regardé si un titre, à part son intérêt, était rentable ou non. C'est de plus en plus rare qu'un client demande un film que nous n'avons pas. Quand j'ai commencé, c'était «non, mais je vais le prendre en note». On faisait la recherche, on en faisait l'acquisition, et puis on rappelait le client.»

Que viva video!

Facile de pouvoir mettre la main sur un long-métrage du Mallien Cheik Oumar Sissoko (*Guimba, La Genèse*), ou un western mexicain des années 1930? Pas vraiment. En 2000, Phos doit se transformer en distributeur, ce qui lui permet depuis d'importer directement de l'étranger. «Ça prend beaucoup de temps de recherche et de paperasse», soupire Marie-Ève, alors que Yannis exhibe une acquisition fraîchement arrivée. *El compadre Mendoza*, de Fernando de Fuentes, qui porte sur la révolution mexicaine au début du siècle. «On n'achète pas seulement ce qui est primé, ou ce qui est reconnu comme «le» film indien. Il faut briser le discours marchand! On ne peut pas se faire dicter

éternellement ce que l'on doit voir, qui on doit connaître, qui on doit aduler...»

En parcourant les allées de leur vidéoclub, où les boîtiers sont classés par pays et par réalisateur, on s'étonne de voir que même le Bhoutan et Kirghizstan y sont représentés. «Le fait que mon imaginaire puisse être constitué seulement par des comportements de la Côte Ouest américaine, ça me trouble, indique Yannis. Il y a d'autres réalités, c'est important d'y avoir accès. Le cinéma étranger permet cette ouverture sur le monde.» Le cinéma québécois exprime tout autant notre propre identité, notre mémoire collective, tiennent-ils à préciser. C'est pourquoi chaque film québécois, court ou long-métrage, fiction ou documentaire, se retrouve dans leur boutique. «Il est parfois désolant de voir, à l'étranger, des vidéoclubs spécialisés qui tiennent un mince éventail de leur cinématographie nationale», déplore Marie-Ève.

Avec un nombre grandissant de vidéoclubs de répertoire, Montréal s'avère un cas assez unique dans le monde. Les propriétaires de Phos n'ont que des fleurs à lancer à leurs collègues. «La Boîte noire, le doyen des vidéoclubs spécialisés, offre un service impeccable depuis longtemps. Et aujourd'hui, les Montréalais peuvent aussi compter sur le travail remarquable de nouveaux vidéoclubs, comme le Septième, qui a ouvert dans Hochelaga; Sukubus, à Verdun; Vidéo Beaubien, qui est un bel exemple de club de quartier, à l'écoute de la population, qui a créé un bassin de films pas possible. De belles initiatives, qui ne fermeront pas de sitôt. Il y a de l'espoir!», se réjouit Yannis.

Dix ans plus tard, avec une nouvelle boutique sur la Rive-Sud, la collection Phos rassemble 25 000 titres, et continue d'importer nouveautés et pièces d'anthologie au rythme de quarante par semaine. Le fait qu'aucun vidéoclub de répertoire ne bénéficie de subvention, ironiquement, fait sourire Yannis et Marie-Ève. «On ne vend pas de chips, pas de pop corn, indique celui-ci. Et que l'endroit puisse vivre seulement par la cinéphilie, c'est vraiment formidable. Ça démontre à quel point la cinéphilie est forte à Montréal.»

FRANÇOIS L'ÉCUEUR

Amos Gitai, réalisateur du film *House in Jerusalem*, l'un des 25 000 titres de la collection Phos.

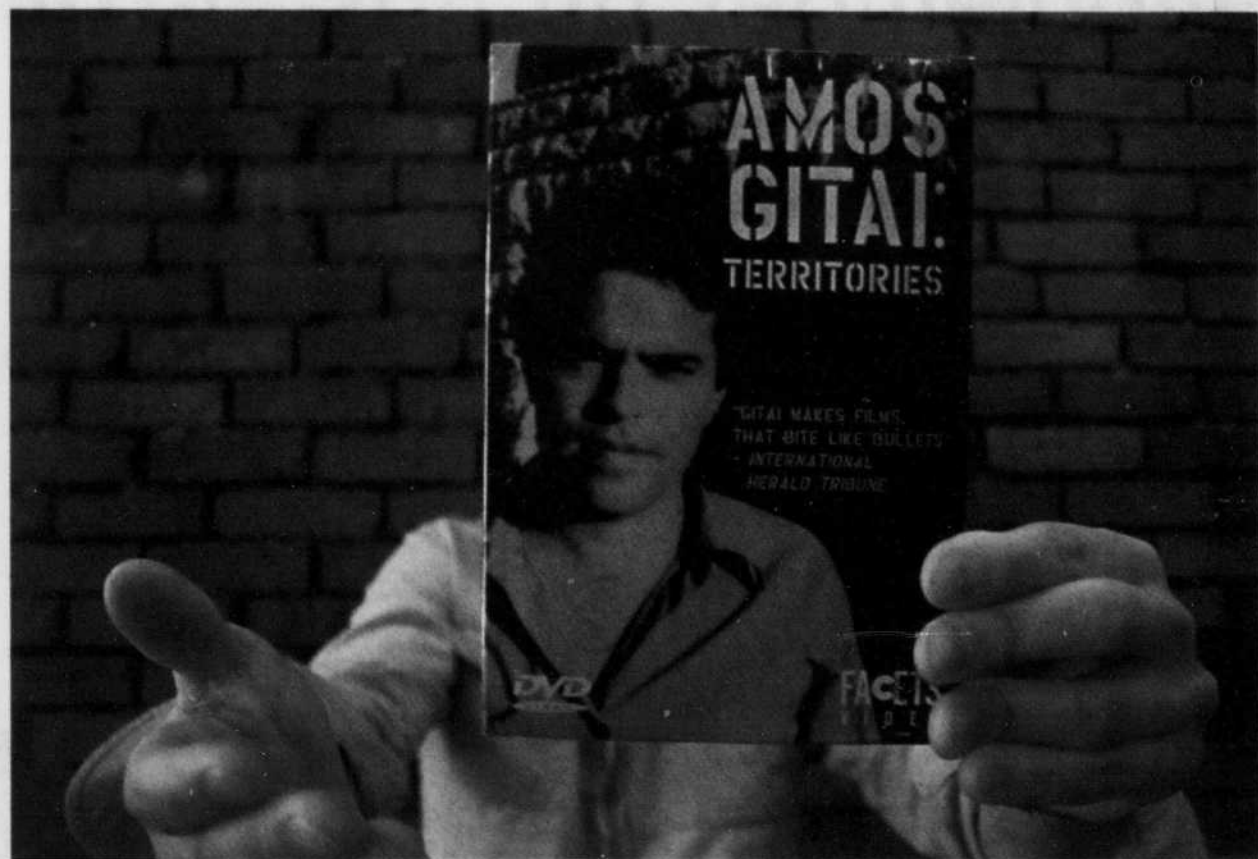


PHOTO: PHOS

Paris ou Sainte-Lucie?

Pour le jeune poète des Caraïbes le choix est déchirant. Rêvant à la fois de gloire et de paysages nobles, devrait-il rester sur place, dans son île obscure, ou entreprendre le voyage vers une quelconque capitale européenne?

Né en 1930, prix Nobel de littérature en 1992, Derek Walcott croit tenir la réponse. «On nous a donné cette île», dit-il en parlant de Sainte-Lucie, un lieu de vigueur et de liberté, selon lui. «C'est un beau paysage inexprimé, de la beauté dont personne n'est le propriétaire. Un don étonnant.»

M. Walcott était de passage à Montréal au début d'avril, dans le cadre du festival littéraire Metropolis bleu. Parmi les clefs d'un festival réussi, il y a la qualité des animateurs et animatrices. Walcott était accompagné d'Eleanor Wachtel de CBC qui, par sa manière un peu pince-sans-rire, a su soutirer le meilleur du poète.

Son humour, surtout. En parlant de ses multiples voyages en Europe, Walcott notait : «Ce ne sont pas des quêtes; c'est plutôt une pénalité. Pour un écrivain, le châtiement suprême, c'est de devoir écrire le mot Paris. Je n'ai jamais voulu écrire le nom de cette ville!»

Pourtant son dernier livre, *The Prodigal* (paru chez Farrar, Straus and Giroux), puise son inspiration dans ses voyages vers les haut-lieux de la culture classique européenne. Il séjourne en Italie et il est beaucoup question de la Via Veneto à Rome et des collines derrière Gènes. D'ailleurs, le titre dit tout sur son projet. Après les «pénalités» de ses voyages, tel le fils prodigue de l'histoire biblique, il rentre vers sa Sainte-Lucie, cette île «où un garçon connaîtrait de merveilleuses aventures» dans les bras de la mer.

Malgré sa fidélité à son île natale, Walcott est formel : «Je ne veux pas qu'on voit en moi la voix de mon peuple. Le poète doit rejeter le patriotisme.» Et ceci, même si on l'avait honoré

en nommant un *crab cake* (sorte de pâté de crabe épicé) pour lui après sa victoire au Nobel. Pour mettre en perspective sa notoriété, Walcott a cité, en créole français de Sainte-Lucie, un homme qui pédalait à vélo dans la place centrale, nouvellement baptisée Walcott Square, après ce triomphe : «Je ne sais pas qui il est, mais je suis content!»

Humble? Oui. Drôle? Tout autant, avec ses imitations de paysan italien et ses mauvaises plaisanteries sur John Wayne. Autocritique? Aussi. En Europe, sur un trottoir de Rome, l'homme des Caraïbes se parle tout seul : «Es-tu devenu ce traître prévisible?». Dans l'histoire du fils prodigue et dans son livre aussi – un seul poème, de 105 pages –, il est beaucoup question de culpabilité, de trahison, de repentir. Il chante les paysages et le peuple de Sainte-Lucie, qu'il a dû trahir pour devenir poète.

S'il les a trahis, c'est dans un langage qu'ils peuvent reconnaître. Le style de *The Prodigal*, comme celui de toutes ses œuvres, vise l'accessibilité. Il louange la poésie américaine, car elle se lit, selon lui, comme une conversation. C'est surtout vrai pour Emily Dickinson, à son avis le plus grand poète de ce pays.

Un sentiment de perte anime son oeuvre. C'est saisissant d'écouter cet homme qui a gagné les plus grandes honneurs du monde littéraire et qui parle encore de sa grande insatisfaction devant l'acte de création. Pire encore – il avoue haïr son art parfois. Une étrange consolation pour nous qui n'avons pas atteint les hauteurs : la lutte est quotidienne pour tout le monde.



David Homel